

autres parties du Canada, je me suis fort attaché aux gens et aux régions atlantiques que j'estime grandement. L'un des trésors les plus riches que nous possédions, c'est la contribution que les émigrants de ces régions ont apportée au reste du Canada. On a souvent répété que l'exportation la plus importante des provinces atlantiques, c'est celle de leurs professionnels et de leurs travailleurs spécialisés. Je suis certain que chacun d'entre nous, quelle que soit la partie du Canada d'où il soit originaire, est à même de reconnaître la vérité de cette affirmation, lorsqu'il songe à ses amis et à ses connaissances qui viennent de cette région.

Au nom de tous ceux qui occupent ce coin-ci de la Chambre, monsieur le président, je suis heureux, au nom de mon parti, de participer au débat qui commence à propos de la déclaration que le ministre du Revenu national a faite cet après-midi. Cependant, j'espère que l'Office d'expansion économique de la région atlantique ne sera pas simplement un office de plus. Si la création d'offices était le remède à nos maux économiques, il ne fait aucun doute que le Canada serait nettement engagé dans la voie de la prospérité. Nous possédons un grand nombre d'offices et chaque semaine nous en apporte davantage. Mais souvenons-nous que la création d'un organisme, quels que soient son nom ou les objectifs de son institution, ne constitue pas, en elle-même, la solution à nos problèmes. Les paroles éloquentes du ministre, cet après-midi, nous ont appris les objectifs de cet Office d'expansion économique de la région atlantique. Nous convenons tous qu'il a choisi les mots justes, car ils sont vrais. Mais ils ne peuvent être utiles que s'ils sont mis en pratique. Il m'arrive quelquefois de m'effrayer de l'abondance de nos offices, qui se multiplient au fur et à mesure que nous nous efforçons de résoudre le problème de la planification dont notre pays a besoin, de façon que cette planification réponde aux objectifs fondamentaux et aux traditions du Canada.

Nous avons déjà entendu, cet après-midi, exposer l'activité et les fonctions de l'organisme désigné sous le nom de CEPA, c'est-à-dire le Conseil économique des provinces atlantiques. Il a fait du bon travail, et je connais personnellement un certain nombre de ses membres. Je me rends compte qu'ils ont accompli une tâche très étendue en faisant le relevé de tout ce qui était nécessaire aux provinces atlantiques. Nous avons aussi étudié, et nous étudions encore, l'Office national de développement économique. Nous avons aussi le Conseil national de la productivité. On se demande quelle sera au juste l'utilité des fonctions attribuées à ces divers organismes pour obtenir les résultats voulus sans qu'il y ait trop de chevauchement et de double emploi

dans leurs fonctions, et même dans les buts qu'ils poursuivent.

Il me semble que c'est là une chose au sujet de laquelle il faut être très prudent, et j'ose croire que le gouvernement y a sérieusement réfléchi. Si je m'exprime ainsi, c'est parce qu'en ce moment, on s'attend—je suis sûr que chaque habitant de la région atlantique pensera ainsi quand il entendra annoncer l'institution de ce nouvel organisme—à des mesures énergiques et utiles qui sortiront la région atlantique de ce qu'on a déjà appelé une zone de marasme pour en faire ce qu'elle peut être, c'est-à-dire un des secteurs les plus forts de notre pays. A mesure que j'ai appris à connaître les provinces Maritimes, je me suis mis à détester le terme «assistance sociale» de la façon dont on l'applique à cette région. En effet—et je crois que tous les Canadiens, s'ils connaissaient de plus près cette région de notre pays, le comprendraient—les provinces atlantiques sont virtuellement les plus riches et les plus prospères de tout le Canada. Elles ne méritent pas des épithètes comme «marasme»—et il ne faudrait pas les employer en en parlant.

Si l'on examine, non pas les problèmes de la région atlantique, mais ses ressources, on constatera qu'elles sont vraiment étonnantes. L'île du Prince-Édouard est l'une des plus riches régions agricoles du Canada. La Nouvelle-Écosse a d'immenses réserves de charbon, elle présente d'excellentes perspectives dans le domaine des communications et de la navigation, et elle possède certes une forte industrie de la pêche. Le Nouveau-Brunswick, en plus d'être le cœur même d'une nouvelle industrie des métaux vils, est aussi, avec la Nouvelle-Écosse, la principale source de produits forestiers dans l'Est. En outre, on y retrouve certaines de nos universités les plus renommées, ce qui constitue un atout sans prix dans une époque où le Canada s'engage dans une expansion et un progrès sans précédent. Terre-Neuve et le Labrador ont d'immenses sources d'énergie hydroélectrique non encore aménagées. Ce secteur possède aussi de vastes ressources forestières et minières sans compter la possibilité de devenir une région touristique. Le tourisme est l'une des perspectives les plus grandes et les moins développées de cette magnifique partie du Canada.

Le ministre a cet après-midi passé en revue certains des travaux qui seront confiés à l'Office d'expansion atlantique. Il a parlé du canal de Chignectou, de la chaussée de l'île du Prince-Édouard, des gisements de manganèse, d'étain, de bauxite, de marbre et de métaux vils, sans compter les ressources déjà exploitées, tel le charbon. Il a mentionné l'énergie hydraulique théorique de la